Cités ouvrières et banlieue : la filiation oubliée. / *Working class estates and suburbs : a forgotten link.*

François Duchêne, Christelle Morel Journal

Citer ce document / Cite this document :

Duchêne François, Morel Journal Christelle. Cités ouvrières et banlieue : la filiation oubliée. / *Working class estates and suburbs : a forgotten link..* In: Géocarrefour, vol. 75, n°2, 2000. Questions de banlieues. pp. 155-164;

doi : 10.3406/geoca.2000.2525

http://www.persee.fr/doc/geoca_1627-4873_2000_num_75_2_2525

Document généré le 24/03/2016

Résumé

L'étude approfondie de deux cités ouvrières aujourd'hui désertées par leur "entreprise mère", dans les banlieues lyonnaise et stéphanoise, interroge la quasi-naturalisation de la paupérisation opérée par les médias lorsqu'il est question de "banlieue". L'analyse des stratégies individuelles de rachat des maisons pour l'une, des processus d'appropriation lors des réhabilitations de ses immeubles pour l'autre, montre une résistance de leurs habitants à la banalisation de ces espaces périphériques. On peut y voir le fruit de sociabilités héritées du travail ensemble, et toujours opérantes, malgré la fermeture des sites de production. Parce qu'il s'agit d'espaces cohérents et intégrés produits par le travail, il ne peut être ici question d'euphémiser les liens existant entre une situation urbaine et la restructuration économique libérale en cours. Ainsi le terme de "banlieue", tel que relayé par la doxa médiatico- scientifique, paraît bien vite pauvre lorsqu'il est vidé des phénomènes de désindustrialisation qui travaillent ces territoires.

Abstract

The detailed study of two working-class housing estates in the suburbs of Lyon and St. Etienne, today deserted by the industries which were at their origin, questions the way the media almost systematically present 'problem' suburbs as zones of poverty- Analysing both individual strategies of house purchase and appropriation of buildings as they are rehabilitated shows the resistance of residents to such generalization about the areas in which they live. A link can be seen with a tradition of sociability, generated through working together, which still exists despite the closure of factories. Given that these two estates are structured and integrated areas with an industrial heritage, it is inappropriate to consider their present situation merely in terms of their urban location and the current restructuring of market economies. Thus the term "problem suburb", in the sense that it is used by the media and scientific communities loses much of its sense if the phenomenon of desindustrialisation is not taken into account.

François DUCHENE

CNRS UMR 5600
"Environnement-Ville-
Société"
ENTPE - RIVES

Christelle MOREL
JOURNEL

CNRS UMR 5600
"Environnement-Ville-
Société"
CRENAM

RESUME

L'étude approfondie de deux cités ouvrières aujourd'hui désertées par leur "entreprise mère", dans les banlieues lyonnaise et stéphanoise, interroge la quasi-naturalisation de la paupérisation opérée par les médias lorsqu'il est question de "banlieue". L'analyse des stratégies individuelles de rachat des maisons pour l'une, des processus d'appropriation lors des réhabilitations de ses immeubles pour l'autre, montre une résistance de leurs habitants à la banalisation de ces espaces périphériques. On peut y voir le fruit de sociabilités héritées du travail ensemble, et toujours opérantes, malgré la fermeture des sites de production. Parce qu'il s'agit d'espaces cohérents et intégrés produits par le travail, il ne peut être ici question d'euphémiser les liens existant entre une situation urbaine et la restructuration économique libérale en cours. Ainsi le terme de "banlieue", tel que relayé par la *doxa* médiatico-scientifique, paraît bien vite pauvre lorsqu'il est vidé des phénomènes de désindustrialisation qui travaillent ces territoires.

MOTS CLES

Cité ouvrière, banlieue, désindustrialisation, Vaulx-en-Velin, La Ricamarie, mémoire industrielle.

ABSTRACT

The detailed study of two working-class housing estates in the suburbs of Lyon and St. Etienne, today deserted by the industries which were at their origin, questions the way the

Cités ouvrières et banlieue : la filiation oubliée

Dans le processus historique de formation de la banlieue, nombre d'auteurs rappellent les différentes phases de lotissement des périphéries urbaines puis de construction des grands ensembles. Ces derniers servent aujourd'hui de support essentiel aux représentations matérielles de la banlieue au détriment de quartiers plus anciens, dont certains ont été construits en lien direct avec une entreprise de production. Ces cités ouvrières, que l'on peut considérer dans certains cas comme premières manifestations d'urbanisation périphérique, ont connu des transformations importantes depuis la fermeture de l'activité qui leur donnait vie et sens. Elles sont aujourd'hui touchées par des phénomènes qui, s'ils ne prennent pas les mêmes formes, n'en sont pas moins caractéristiques de la "banlieue" : crise économique, désindustrialisation, tensions sociales, dévalorisation symbolique de l'espace.

Depuis les années 1970, les médias sont venus surimposer au terme de "banlieue" le sens d'un processus quasi-naturel de déliquescence sociale et économique. Cette "naturalisation" de la paupérisation ne fait-elle pas écran aux mécanismes et aux effets de la désindustrialisation qui touchent de plein fouet les habitants de la banlieue ? Au fond, le terme de "banlieue" ne relève-t-il pas davantage de la sphère idéologique lorsqu'il permet d'évacuer à bon compte la complexité de formations socio-spatiales que la *doxa* politico-médiatique ne reconnaît plus ?¹

A travers l'analyse de l'évolution de deux territoires façonnés par les relations sociales du monde du travail, nous voudrions interroger la notion même de "banlieue", ce qu'elle véhicule en terme de déqualification urbaine et sociale, et aussi ce qu'elle occulte. Il ne s'agit nullement de fétichiser l'échelle du quartier, au point d'oublier les autres attaches "qui lient - et ligotent parfois - le citadin à la cité"². Plus simplement, nous souhaitons prendre appui sur deux cités ouvrières, abordées dans leur dimension historique, pour "décrypter dans toute sa complexité, c'est-à-dire sa globalité, une situation concrète, suffisamment limitée pour être appréhendable"³. Les cités ouvrières de la TASE à Vaulx-en-Velin (en banlieue lyonnaise) et des Combes à La Ricamarie (en banlieue stéphanoise) offrent deux terrains d'investigation pour lesquels se pose la question de la banalisation de l'espace industriel⁴. Elles présentent des histoires parallèles tant du point de vue de leur situation éloignée des centres urbains, de la période de leur construction comme de celle de la fermeture de leurs "entreprises mères". De plus, les enquêtes⁵ auxquelles nous nous référons ont été menées à des dates comparables, au milieu des années 1990. L'histoire et l'ethnologie de ces quartiers anciens révèlent la richesse des investissements territoriaux. Elles permettent d'éclairer les "manques" des grands ensembles

actuels, dont l'analyse ne relève pas du "paradigme de la capacité inductrice de l'espace sur le social, [ni de] celui de l'homogénéisation tendancielle des modes de vie dans la ville"⁶.

DES ESPACES COHERENTS PRODUITS PAR LE TRAVAIL

La cité des Combes et la cité TASE sont deux "quartiers" doublement périphériques : ils sont situés aux marges de leur commune de rattachement, ces dernières étant elles-mêmes banlieues d'agglomérations plus larges. A certains moments de leur histoire, cet attribut de "banlieue" a sans doute contenu une idée de relégation, partiellement traduite par leur "mauvaise image". Dans l'un et l'autre cas, ces espaces de logement ont été aménagés en lien direct avec une entreprise de production, même si les industries minière et chimique ont eu des manières différentes de gérer la question du logement de leur main-d'œuvre. Ces espaces cohérents, mais non exempts de conflits, ont bénéficié d'une centralité paradoxale en proposant (ou imposant) une vie sociale intégrée, hors du "centre".

En marge des territoires communaux : la cité des Combes dans l'espace minier de Montrambert

Située sur les territoires communaux du Chambon-Feugerolles et de La Ricamarie, à proximité immédiate du dernier site de production charbonnière du bassin de la Loire, la cité des Combes a été construite au début des années 1920 par la Société anonyme des Houillères de Montrambert et de la Béraudière. La cité a accueilli les immigrés polonais de Poznan ou de Katowice qui, à cette époque, rejoignaient le bassin. Il faut dire que, dans l'industrie minière, la main-d'œuvre représente le principal goulet d'étranglement de la production. Le logement est rapidement apparu comme un instrument dont la finalité visait à la fois la stabilisation et la professionnalisation des ouvriers⁷. La cité comprend deux parties distinctes dont les implantations sont caractéristiques d'une occupation optimale des terrains. On distingue plusieurs types de maisons destinés à des catégories différentes du personnel. Nous nous attacherons principalement à la partie de la cité qui correspond à un ensemble de vingt-six maisons disposées autour d'une voirie formant un rectangle fermé où les voitures circulent en sens unique⁸. Chaque maison dispose d'un jardin dont l'extrémité laisse place à une voie de circulation centrale en herbe qui constitue un axe structurant de la cité. Un terrain vide occupe le centre du rectangle : planté d'arbres, il servit autrefois d'emplacement au "bal des Polonais" mais n'est plus utilisé aujourd'hui (fig. 1 et 3).

Malgré cette structure spatiale plutôt fermée, la cité était en relation avec un environnement

productif centré sur le puits Pigeot. L'ensemble de production de Montrambert, remarquable par la continuité de son exploitation depuis le début du XIX^e s., a généré une offre de logements différenciée, destinée à fixer la main-d'œuvre. Les itinéraires résidentiels et professionnels sont ainsi souvent liés. Sur le secteur, d'autres cités complètent cette offre : la cité Marseille qui surplombe le site de Montrambert pour les ouvriers qualifiés et les contremaîtres, la cité C dont les logements en enfilade accueillent les ouvriers moins qualifiés, étrangers pour la plupart. Les célibataires étaient hébergés dans les baraquements situés sur le plâtre⁹ même du puits Marseille ou à la cité Rolland. Les immeubles collectifs de Pontcharra et les cités de Trémolin et du Mas font également partie de l'offre de logements de proximité. Dans le cadre de la nationalisation de 1946, l'article 23 du Statut du Mineur a institutionnalisé le lien entre le logement et l'entreprise minière, en faisant obligation aux Houillères de fournir un toit à leur personnel ou, à défaut, de lui verser une indemnité compensatrice. L'entretien des logements et des cités a souvent été la portion congrue des investissements de l'entreprise. Dans le contexte de la désindustrialisation et du désengagement des Houillères, les ventes au personnel ont commencé au début des années 1970, sans épuiser pour autant le parc immobilier dont le volume est contraint par l'obligation de logement¹⁰.

Le lien entre le logement et le contrat de travail n'est pas l'apanage des compagnies minières et des Houillères nationalisées. L'industrie chimique, en regard de ses stratégies de localisation, a également engagé des programmes de construction à proximité des usines.

TASE, un "quartier-usine" isolé de Vaulx-en-Velin

En 1924, les Gillet, teinturiers lyonnais convertis à la production de textiles artificiels, ouvrent un établissement dans le sud de la commune de Vaulx-en-Velin. Desservie par le chemin de fer de l'Est lyonnais, et alimentée par l'usine électrique du barrage de Cusset, l'usine de la SASE¹¹ se trouve isolée au milieu de terres maraîchères, aux confins de quatre communes¹² dont les bourgs se situent tous à plusieurs kilomètres¹³ (fig. 2). Ainsi les administrateurs de la SASE ont-ils résolu la question du logement de leur personnel en bâtissant un quartier d'habitation. Dès 1924, ils édifient 97 pavillons contenant 297 logements, puis en 1926, ils construisent la "Grande cité" (ainsi nommée en opposition à la "Petite cité" pavillonnaire voisine). Elle comprend 20 immeubles de 4 étages, soit au total 500 logements au confort sanitaire précaire (pas de salle de bain et les WC sur le palier), destinés exclusivement au personnel ouvrier de l'usine. Progressivement, seuls contremaîtres et

Figure 1 : La cité des Combes dans l'agglomération stéphanoise

Figure 2 : La cité TASE dans l'agglomération lyonnaise

Figure 3 : La cité des Combes et son environnement dans les années 1950

Figure 4 : Vaulx-en-Velin, La Côte dans les années 1970

ingénieurs occuperont les maisons de la Petite cité. En cinq ans (l'usine emploie 3 000 salariés en 1930), l'ensemble immobilier est doté de deux centres commerciaux, d'un centre médical, d'un stade, de deux écoles primaires et d'une chapelle, équipements construits par le seul industriel. A l'issue de la seconde guerre mondiale, l'entreprise TASE favorise la construction d'un lotissement "castors" de 62 pavillons. De même entre 1951 et 1958, elle complète la Petite cité à l'aide de 13 maisons supplémentaires (fig. 4).

Ces dernières interventions marquent la fin des constructions immobilières de l'usine, les pouvoirs publics prenant le relais par le biais du "plan Courant"¹⁴. Dès le milieu des années 1950, l'usine connaît les mêmes difficultés économiques que les autres entreprises nationales de la filière textile. Ces déboires lui seront fatals. En effet, en 1971, Rhône-Poulenc acquiert le groupe Gillet pour liquider l'essentiel de son activité à la fin des années 1970. L'usine vaudoise de TASE ferme ses portes en juillet 1980. La direction de l'entreprise évite tout licenciement "sec" aux presque 700 salariés vaudais, leur proposant un reclassement dans un des établissements du groupe, généralement dans l'agglomération lyonnaise.

Malgré ces évolutions, la cohérence du lien entre l'usine et le logement se maintient. M. Mokacem¹⁵, arrivé du Maroc dans la cité en 1970, se rappelle ces temps proches où la salle de bain était une excroissance de l'usine : "Les hommes qui travaillaient à l'usine se douchaient là-bas. Et les femmes se lavaient chez elles, avec une baignoire. Ou bien elles allaient à Lyon, 'aux bains' comme on dit". L'interpénétration de l'usine et du logement valait d'ailleurs dans les deux sens, les services techniques de l'entreprise assurant l'entretien courant du patrimoine. Il nous semble retrouver cette fluidité entre le monde du travail et celui de l'habitat jusque dans les trajectoires résidentielles des personnes rencontrées. En effet, nombreux sont les habitants à évoquer plusieurs déménagements dans la Grande cité en une période relativement courte¹⁶. Ces récits donnent à voir le logement non tant comme un lieu intime et approprié que comme un espace avant tout fonctionnel, qui serait soumis à une gestion instrumentalisée de la direction (le logement est avant tout lié au contrat de travail), comme à l'opportunité, pour les occupants, de pouvoir saisir toujours mieux (ou parfois moins pire). Dans ces conditions, l'espace de référence pour les habitants serait plus la cité que le logement.

Au fil du temps, sur les champs qui isolaient autrefois les cités des autres zones d'habitation de la banlieue nord-est de Lyon, se sont installées de petites et moyennes industries. Et lorsqu'en 1980 Rhône-Poulenc ferme l'usine vaudoise, le "quartier TASE" paraît figé, sorte d'isolat social et urbain entouré de communes qui ont vu pousser sur leur sol les principaux grands ensembles de

l'agglomération lyonnaise. Si, du temps de l'activité de la TASE, la composition sociale de la Grande cité était homogène, les origines de ses habitants reflétaient les vagues successives de recrutement ouvrier de l'usine dans différents pays d'Europe et du Maghreb¹⁷. Plus précisément, la Grande cité a toujours plutôt abrité les derniers arrivants, c'est-à-dire les moins fortunés, les plus anciens profitant lorsqu'ils le pouvaient de leur ascension sociale, même minime, pour "glisser" vers la Petite cité ou faire construire alentour. Ceci expliquant peut-être cela, les bâtiments de la Grande cité n'avaient pas connu de travaux conséquents depuis leur construction. Après la fermeture de l'usine, Rhône-Poulenc se sépare de son patrimoine immobilier¹⁸.

La marginalité spatiale de nos deux cités se révèle davantage avec la fermeture des centres de production. Pourtant, leur histoire industrielle ne peut être ignorée : les immenses plates-formes désertes du site du puits Pigeot apparaissent comme un "vide", une "béance indécente"¹⁹ et accentue la rupture avec le centre ricamandois ; l'emprise de l'usine de la TASE, repeuplée d'industries hétéroclites, laisse intacte la morphologie du quartier. Dans ce cadre partiellement renouvelé, peut-on parler de banalisation de ces quartiers ?

VERS LA BANALISATION DES CITES ?

"Décentrées" par la disparition du centre de production, et plus généralement de l'activité industrielle, les désavantages des cités pourraient éclater : éloignement du "vrai" centre urbain, composition urbanistique souvent sommaire à base de quadrillage, qualité et entretien du bâti médiocres, vieillissement de la population. Jaugées à l'aune de ces phénomènes, les anciennes cités ouvrières pourraient rejoindre d'autres quartiers périphériques dévalorisés. Ce processus que nous nommons "banalisation" ne s'exerce pas de la même manière dans les deux cités, dans la mesure où les références spatiales et sociales de leurs habitants ne puisent pas aux mêmes sources.

Deux stratégies de vente

Le désengagement des entreprises minière et chimique ne se traduit pas de la même manière en ce qui concerne la gestion de leur patrimoine immobilier : cessions morcelées d'un côté et vente en bloc de l'autre. Cette gestion, au delà de la forme bâtie, engage les cités dans deux mouvements différents.

La cité des Combes : des opportunités pour des stratégies individuelles

Les ventes des maisons des Combes débutent en 1978 et connaissent un fort développement l'année suivante. En deux ans, quinze des

quarante-huit maisons que compte la cité sont vendues à des mineurs actifs ou retraités, exception faite d'un "tiers"²⁰. Les prix ne sont pas très élevés, tenant compte de l'état des bâtiments et d'éventuels dégâts miniers²¹. Des emprunts contractés auprès des Houillères facilitent l'accession à la propriété des mineurs, tout comme la procédure de rachat de l'indemnité de logement réservée aux retraités âgés de moins de 65 ans au moment de la vente. Un coefficient calculé à partir de l'âge de l'ayant droit, de l'espérance de vie, de la catégorie professionnelle est appliqué au montant annuel de l'indemnité de logement. Cette capitalisation de l'indemnité vient alors en déduction du prix de vente et apparaît ainsi comme une aide conséquente pour l'accession à la propriété. Mais le rachat de l'indemnité a pour contrepartie l'abandon irrévocable de ce droit et le renoncement à toute prétention à un logement locatif ultérieur dans le parc des Houillères. Lorsque la stratégie des anciens mineurs est la cession rapide aux enfants, ils ne peuvent renoncer facilement à cette dernière possibilité.

Au cours des années 1980, une dizaine de maisons est vendue dans l'ensemble de la cité. En 1989 et 1990, le rythme s'accélère mais il s'agit là d'un tout autre public d'acquéreurs. Sur huit transactions, sept sont le fait de "tiers" dont quatre ont des ascendants directs qui ont été mineurs à Montrambert. Nous sommes confrontés à des personnes qui "n'ont pas les moyens financiers exigés dans les lieux consacrés de l'occupation urbaine [...] et pour lesquels] le choix de la propriété privée se traduit [...] par un éloignement du centre et des transports insuffisants"²². A ce titre, le prix de vente des maisons est cité comme étant un critère décisif dans la motivation de l'achat mais le discours valorise la cité pour sa "tranquillité", son "ambiance familière avec des personnes âgées sympathiques" ou son environnement de "campagne pas très loin des commerces". L'espace fonctionnel du logement devient un espace d'habitation.

Les ventes ont eu pour conséquence une diversification importante des formes bâties et des aménagements extérieurs. Outre l'agrandissement de surface quasi systématique, les travaux ont consisté en l'ajout d'une salle de bain et en la transformation du mode de chauffage. L'aspect extérieur des maisons est bien révélateur du statut des occupants : les maisons des deux locataires ont des crépis plutôt abîmés, les peintures sont écaillées, les aménagements des abords sont moins nombreux et l'adjonction de constructions en planches augmente l'espace disponible : elles servent d'entrée sur le côté de la rue, de cabanes de jardin ou de pigeonnier de l'autre côté. Les transformations les plus importantes sont l'apanage des nouveaux arrivants : terrasses, vérandas, garages... Elles puisent leur référence

media almost systematically present 'problem' suburbs as zones of poverty.

Analysing both individual strategies of house purchase and appropriation of buildings as they are rehabilitated shows the resistance of residents to such generalization about the areas in which they live. A link can be seen with a tradition of sociability, generated through working together, which still exists despite the closure of factories. Given that these two estates are structured and integrated areas with an industrial heritage, it is inappropriate to consider their present situation merely in terms of their urban location and the current restructuring of market economies. Thus the term "problem suburb", in the sense that it is used by the media and scientific communities loses much of its sense if the phenomenon of desindustrialisation is not taken into account.

KEY WORDS

Working class estate, suburb, desindustrialisation, Vaulx-en-Velin, La Ricamarie, industrial memory.

1 - C'est pourquoi nous distinguons dans le texte les termes banlieue (territoire périphérique) et "banlieue" (représentation politico-médiatique d'un lieu-dit plutôt en souffrance et plutôt dangereux).

2 - GARNIER J.-P., 1995, p. 23.

3 - VANIER M., 1997, p. 15.

4 - Nous voudrions souligner ici que nos terrains de recherche sur la production d'espaces industriels n'intègrent ni l'un ni l'autre les problématiques "classiques" de la banlieue. Par contre, ils nous autorisent un regard décalé qui révèle, dans les analyses

dominantes, l'euphémisation des liens entre une situation urbaine et la restructuration capitaliste en cours.

5 - Pour la cité des Combes, les enquêtes, sous forme d'entretiens et de questionnaires, ont été menées en 1996, dans le cadre de la thèse de C. Chaut-Morel-Journal, 1999. Concernant la cité TASE, il s'agit pour l'essentiel de travaux d'étudiants réalisés entre 1994 et 1996, encadrés par F. Duchêne, pour les uns dans le cadre de l'atelier d'Anthropologie urbaine commun à l'ENTPE et au DESS "Urbanisme, Aménagement et Gestion de la ville" (Institut d'Urbanisme de Lyon 2), et pour un autre dans le cadre d'un travail de fin d'étude (MATHEZ, 1996).

6 - GENESTIER P., 1994a, p. 47.

7 - Pour de plus amples développements sur la question, on renvoie à CHAUT-MOREL JOURNAL C., 1999.

8 - Le traitement séparé des deux ensembles qui portent le même nom de "cité des Combes" est légitimé par des habitants qui ne considèrent pas habiter le même lieu.

9 - Terme local pour désigner l'emprise spatiale du puits et des équipements liés.

10 - Sur les contradictions inhérentes à la gestion des logements, voir CHAUT C., 1996.

11 - Soie artificielle du Sud-est, qui, en 1935, devient TASE (Textile artificiel du Sud-est).

12 - Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Décines et Bron.

13 - Pour rejoindre le village de Vaulx-en-Velin, en particulier, il faut franchir le canal de Jonage, construit au XIX^e s. pour contenir les débordements du Rhône.

du côté du modèle pavillonnaire et traduisent ainsi un autre mode d'habiter, plus distant de l'ancrage rural. Les jardins sont entretenus même s'ils ne sont pas tous cultivés, l'entretien d'un potager étant propre aux anciens mineurs. Les nouveaux propriétaires confirment, dans ce domaine également, le parti pris beaucoup plus ornemental de l'aménagement.

Deux exemples montrent l'opportunité que représentent les cessions des logements de la cité des Combes. Une maison a été vendue en 1979 à une veuve de mineur. Dès 1987, elle a été rachetée par un couple d'une quarantaine d'années dont l'homme est chauffeur de cars et la femme sans profession. Ce couple, qui n'est pas originaire de la région stéphanoise, a poursuivi ses acquisitions dans la cité jusqu'à y constituer un véritable "fief". Il s'est tout d'abord porté acquéreur en 1988 d'un terrain situé à l'entrée de la cité, la maison d'habitation ayant été détruite en 1981. L'année suivante, le couple demande à acquérir la maison implantée entre le terrain et la maison qu'il habite. Il s'engage à laisser l'occupante, veuve de mineur d'origine polonaise ayant décliné la proposition d'achat du Domaine, dans les lieux, sa vie durant. Pour une somme globale qui n'excède sans doute pas 100 000 F, le couple possède aujourd'hui deux maisons et des parcelles de terrain juxtaposées d'une surface totale de 622 m². La même logique de concentration de la propriété se lit dans les acquisitions successives d'un jeune couple avec deux enfants qui résidait auparavant en location à La Ricamarie. Le père du chef de ménage étant mineur, le couple a demandé à acquérir une première maison, laquelle devient sa propriété en avril 1989. Dès juillet, il s'adresse au Service Immobilier afin d'acheter la maison voisine, "à la condition de pouvoir expulser ses habitants actuels"²³. Ce dernier lui répond alors que la maison n'est pas en vente. Le couple formule une nouvelle demande en juin 1992. En septembre, le Service Immobilier en fait part aux locataires du logement convoité, lesquels forment la seule famille maghrébine de la cité. Le chef de famille, ayant droit du régime minier, renonce à acquérir la maison et obtient la promesse d'un logement plus grand. Devenu propriétaire, le couple engage des travaux pour obtenir une villa confortable en réunissant les deux maisons.

A la cité des Combes, le déploiement de stratégies et d'activités adaptées aux groupes sociaux habitants se marque bien dans le "bricolage"²⁴ de l'espace, qu'il concerne la mise en forme des jardins ou la rénovation familiale des maisons. Le mouvement incline davantage vers la normalisation HLM à la cité TASE.

La réhabilitation de TASE, entre remise à jour et normalisation

Après la fermeture de l'usine, voiries, espaces publics et équipements sont cédés à la commune

de Vaulx-en-Velin et à la Communauté urbaine de Lyon. La Petite cité est vendue à ses occupants, tandis que la SOLLAR²⁵ acquiert la Grande cité et, surtout, ses sept hectares d'emprise foncière. La société HLM débute la réhabilitation de l'ensemble de la Grande cité, puis s'arrête à 240 logements et détruit les 8 bâtiments restant, jugés trop insalubres. Ce n'est qu'à la faveur de cette réhabilitation que la plupart des appartements de la cité ont été équipés de salle de bain. En effet, la gestion en "régie directe", en obligeant à puiser dans un budget intégré aux comptes d'investissement de l'entreprise²⁶, usait de la conjoncture économique pour justifier un entretien mal assumé des logements. En 1991, la SOLLAR construit, en substitution aux bâtiments détruits, 50 logements locatifs et 25 "maisons de ville" en accession, implantant une population en partie nouvelle dans la cité. A l'issue de cette période, la Grande cité transformée conserve son statut d'isolat urbain aisément distinguable dans l'espace vaudais.

La réhabilitation des logements a probablement été l'une des premières manifestations visibles d'un changement. De par les mécanismes des prêts bonifiés contractés par la SOLLAR, la cité entrant dans le droit commun du parc des HLM, univers normé et classificatoire s'il en est. A travers la mise en place de nouveaux mécanismes financiers²⁷ se vivent, dans le quartier TASE, des transformations similaires à celles intervenues dans les Grands ensembles. Mais la surprise est accentuée ici du fait de "l'autarcie industrielle" de la cité pendant près de soixante ans, et donc de la "hauteur de la marche" à franchir. L'objet de courroux le plus fréquemment rencontré concerne en effet la hausse vertigineuse du loyer : "Je regrette l'époque où mon mari travaillait à l'usine à côté. On ne payait presque rien comme loyer, peut-être 50 F, tandis que maintenant, il faut faire un chèque de 2 400 F, ça revient cher. Avant, on n'avait pas de charges, alors que maintenant, il y en a beaucoup. (...) Et puis l'usine s'occupait de tout, du loyer, des réparations. Maintenant, il faut payer le loyer à la régie et s'il y a un retard, ils font des histoires". La mise en conformité des appartements a apporté un réel confort (sanitaire, thermique, phonique). M. Benaziz résume ainsi la normalisation de l'équipement sanitaire des appartements : "Il n'y a pas longtemps qu'on a de l'eau chaude et une salle de bain, qu'on a le confort du citoyen modeste, disons". Cependant, certains habitants rencontrés regrettent la "réserve" d'espace dont ils disposaient jusqu'alors, la surface nécessaire aux pièces d'eau ayant été généralement prise sur celle des chambres. Bref, la réhabilitation des logements est aussi vécue comme une normalisation sociale, insupportable lorsqu'elle fait fi des acquis du régime précédent.

Entre les opportunités d'appropriation et la tension vers la normalisation, le développement des deux quartiers se différencie alors que se pose la question de leur insertion dans le territoire communal.

Le nouvel échelon communal

Contrairement à la cité minière des Combes, pendant quelques années va émerger autour de TASE une succession de projets, nés du désir des TCL (Transports en commun lyonnais) de prolonger la ligne A du métro lyonnais jusqu'à la rue Salengro (principale "façade" de la Grande cité). La stratégie d'investissement de la SOLLAR doit être lue dans ce cadre plus général. Partenaires publics et privés se saisissent de cette opportunité pour envisager le désenclavement urbain et social du quartier. La commune aménage dans cette même période plusieurs équipements socio-culturels, tandis que la Communauté urbaine de Lyon requalifie les espaces publics du quartier, tout en conservant les "jardins ouvriers" en pieds d'immeubles. La commune encourage la transformation de la friche industrielle TASE en magasins d'usine : le projet aboutit puis sombre quelques mois plus tard, l'usine se vidant à nouveau. Et finalement, les TCL suspendent leur projet d'extension du métro, et par là même le désenclavement urbain du quartier. Les nouvelles conditions de vie dans la cité - le logement indépendamment du travail - mettent parfois du temps à s'ancrer dans les esprits, comme l'expression d'une résistance à la déprise industrielle. Le travail disparaissant sur place, la fermeture de l'usine TASE a mis ses salariés-locataires, et plus encore leurs enfants, dans l'obligation d'élargir leur espace de pratiques quotidiennes (professionnelles, et plus largement sociales). Et cette ouverture vers le reste de la ville n'est pas sans provoquer de tensions.

La "banlieue" ou la peur d'oublier une histoire industrielle et ouvrière

La visibilité d'une petite délinquance dans le quartier serait aussi parfois interprétée comme le signe néfaste d'une ouverture de la cité sur la "banlieue". Certains habitants, comme Mme Ali, en appellent à "l'extérieur" pour expliquer de tels faits : "Ici, c'est calme, il n'y a pas de problèmes comme dans certains quartiers de Vaulx ou de Vénissieux. Une année, ça a commencé, mais depuis il n'y a jamais rien eu. S'il y a des problèmes, ce sont des gens d'ailleurs". Interrogé deux années plus tard, M. Zaoui se montre plus prudent : "Quand ils ont brûlé le centre social, on ne sait pas d'où ça venait. Est-ce que ça vient de l'extérieur ? Est-ce que ça vient du quartier ? Des problèmes, il y en a partout". M. Mokacem rappelle d'ailleurs que la cité n'a jamais été exempte de tensions internes, et que ses habitants n'hésitaient pas à en appeler à l'usine pour réguler

leurs propres conflits : "On n'appelait pas les flics, on allait directement déposer plainte à l'usine, et c'est elle qui s'en occupait". Et lui n'a aucun doute sur le fait que certains jeunes du quartier sont délinquants : "De temps en temps, on surveille, on leur parle gentiment pour qu'ils se calment. Mais il faut savoir comment négocier avec un jeune. Parce qu'à l'époque où l'on vit, maintenant, c'est difficile partout". La "ville" se représenterait ainsi en un "nous" aux contours de "feu-l'usine", et un "extérieur" plus labile, qui viendrait aussi s'étendre jusque dans la cité par le biais des enfants ou des nouveaux habitants n'ayant pas connu "le temps de l'usine".

D'ailleurs, la cité TASE devient plus prosaïquement "le Sud" dans les dénominations municipales, comme une manière, sinon de l'opposer au Nord - c'est-à-dire à la ZUP -, du moins de banaliser son histoire industrielle. Or, précisément, dans ce mouvement d'ouverture sur la ville, les habitants de la cité TASE (tout du moins les plus anciens) emmènent avec eux leur usine. Et leurs résistances à entrer en "banlieue" sont d'autant plus fortes que, dans les représentations communément admises de ces territoires, l'industrialisation et le monde ouvrier n'ont pas de place.

Un espace en attente d'investissements communaux

A la cité des Combes, le contexte de désindustrialisation est très présent, figuré par l'immense friche industrielle de Montrambert²⁸ qui attend de nouveaux usages. Les projets d'aménagement, longs à émerger du fait des conflits passés entre les Houillères et la municipalité de La Ricamarie mais aussi du manque de définition stratégique du devenir de la zone, apparaissent comme une menace pour les habitants des Combes qui y voient un "risque de changement" de leur territoire jusqu'ici préservé. Du côté des communes, tout se passe comme si cet espace minier ne faisait pas encore partie de leur territoire : la cité n'est pas intégrée dans les projets d'aménagement et ne bénéficie d'un entretien des voiries qu'à force de réclamations des habitants, déboutés par les Houillères qui ont cédé leurs réseaux et vers lesquelles ils se tournent encore spontanément.

A travers les propos des personnes rencontrées dans les deux cités, nous avons entendu la crainte voilée de perdre des modes de vie particuliers et des modalités singulières d'appropriation, tant matérielle que symbolique, des lieux.

DES RELATIONS SOCIALES HERITEES

Les spécificités de ces quartiers ne s'abîment cependant pas complètement. D'une part, leur population reste relativement homogène du point de vue social²⁹, voire directement héritière de

14 - En 1953, le plan gouvernemental Courant, du nom de son auteur, favorise l'accès à la propriété, l'industrialisation de la construction et, surtout, instaure une participation obligatoire des entreprises (à hauteur de 1% de leur masse salariale) à l'effort de construction de logements.

15 - Tous les noms propres des personnes rencontrées ont été anonymisés. Les nouveaux patronymes ont été choisis au hasard dans l'annuaire.

16 - Il s'agit bien des changements de logements datant d'avant la réhabilitation, l'opération tiroir organisée pour rénover totalement les bâtiments ayant provoqué, on s'en doute, de nombreux déménagements.

17 - Lors du recensement de 1990, date de référence pour les enquêtes réalisées, on comptait 58% de personnes étrangères dans la Grande cité (pour 22,7% sur l'ensemble de la commune). Cf. MATHEZ D., 1996, p. 52.

18 - Pour une approche plus exhaustive de l'histoire de l'usine TASE, de ses cités et de ses habitants, voir CARLIOZ P., 1983 ; CHASSINE M.-G., 1990 ; ROLHION F., 1995 ; MATHEZ D., 1996 ; ZIMMERMANN J., 1999.

19 - Cf. KOROSEC-SERFATY P., 1991, p. 239.

20 - Nommés au temps de l'exploitation "occupants de bonne foi" ou, plus simplement OBF, les occupants extérieurs sont aujourd'hui rangés sous la catégorie plus banale de tiers.

21 - "La maison est ceinturée, l'angle du mur de façade est dégradé. Des fendards horizontaux sont visibles sur les façades côté rue et il y a un fendard important vertical sur l'angle du mur côté jardin. Le mur Nord-Ouest présente un faux aplomb important", Archives des Houillères.

22 - QUERRIEN A., LASSAVE P., 1994, p. 2.

23 - Archives des Houillères.

24 - Cf. SANSOT P., 1991, p. 57-67 et, plus généralement, BONETTI M., 1994.

25 - Société anonyme HLM "le logement Rhône-Alpes".

26 - Sur ce point, voir l'exemple des cités ouvrières de Rhône-Poulenc Roussillon, in DUCHENE F., 1999, p. 141.

27 - Les réhabilitations des logements sociaux ont souvent été l'occasion de mettre en place la politique nationale "d'aide à la personne", se substituant, en 1977, à celle qui prévalait dans les années d'après-guerre "d'aide à la pierre".

28 - Détruite à la fin des années 1980, la tour d'extraction du puits Pigeot a côtoyé puis été remplacée par une exploitation du charbon à ciel ouvert, terminée en 1993. Sa démolition constitue un "souvenir triste" et commun aux anciens mineurs et aux "nouveaux" arrivants dans la cité.

29 - N'en déplaise aux chantes de la mixité sociale, cf. GENESTIER P., 1994b, p. 207.

30 - Y. Chalas, à la suite de R. Castel, fait du travail un "grand intégrateur", (CHALAS Y., 1999, p. 206 ; CASTEL R., 1995.

31 - Terme dont le sens oscille entre fuite et consolation.

l'histoire minière à la cité des Combes. D'autre part, l'ancrage dans ces quartiers, comme étape acceptable dans une histoire migratoire, montre bien la dimension majeure du travail dans l'intégration³⁰.

Anciens mineurs et "nouveaux" habitants : une histoire commune

A la cité des Combes, les différences de statuts d'occupation cachent mal, d'une part, les relations que l'ensemble des habitants de la cité entretient avec le monde minier et, d'autre part, la proximité sociale des deux générations d'habitants. Un seul des chefs de ménage dit, en effet, n'avoir aucun lien avec la mine mais, renseignements pris auprès de ses parents qui habitent la maison voisine, il s'agit d'ignorance puisque deux de ses arrière-grands-pères étaient mineurs. L'ensemble des personnes rencontrées a donc des liens directs ou familiaux avec le monde de la mine, un monde géographiquement et professionnellement situé puisque la plupart des mineurs travaillait à Montrambert, le puits Flottard et la cokerie de la Silardière étant les autres lieux de travail cités. Seul le père d'un habitant a travaillé à Saint-Etienne au puits Couriot. De plus, tous les descendants de mineurs, sauf un, célèbrent la fête de Sainte-Barbe, patronne de la corporation. La personne qui cite le plus d'activités spécifiques pendant cette journée - repas avec salade de pieds, messe à Beaulieu... - a perdu son père dans un accident au puits Pigeot en 1982. Par contre, célébrée avec leur mari, la fête n'a plus grand sens pour les veuves de mineurs. La proximité sociale des habitants est aussi certaine, même si les jeunes ménages relèvent davantage des classes dites moyennes. Certains nouveaux arrivants expriment cette proximité en terme de familiarité lorsqu'ils disent avoir "toujours vécu dans des quartiers comme ça".

Les liens familiaux entre les habitants de la cité n'ont pas disparu avec la mine. D'une part, les nouveaux arrivants en entretiennent et, d'autre part, le champ lexical convoqué pour décrire l'ambiance de la cité est celui de la famille. Le mélange entre "jeunes" et "vieux" est unanimement apprécié, les relations structurées par l'âge et les générations rapprochent les enfants des jeunes couples des "anciens" qui servent de "grands-parents". Un ancien mineur célibataire, Joseph, fait ainsi l'unanimité sans que soient exclues de cette représentation familiale les personnes dont l'abord est plus difficile, comme une dame polonaise qui ne parle pas français. Les nouveaux arrivants respectent, par ce biais, l'histoire et l'espace de vies entières. Agé de 73 ans, Joseph n'a habité que la cité : né dans la maison qui porte le numéro 19, il a habité avec ses parents au 23 puis au 14, qui est un logement plus

grand. Depuis le décès de son père en 1970, il occupe seul cette dernière maison.

La cité des Combes reste aujourd'hui marquée par son identité polonaise, malgré une diversification des origines des habitants à laquelle certains imposent des limites : "On est bien ici... avant c'était tout des Polonais, maintenant, il y a un peu de tout sauf des Arabes". La langue polonaise est encore largement parlée, parfois exclusivement par des vieilles dames arrivées dans les années 1920. Les manifestations culturelles perdurent comme le moulage du beurre ou la bénédiction du repas pascal par le curé polonais de Roche-la-Molière, qui est aussi sollicitée par les non pratiquants. Nous percevons la reconnaissance d'un certain "ordre communautaire", ailleurs dénié, même s'il n'est pas question d'homogénéité. Les origines géographiques polonaises sont encore convoquées pour différencier et expliquer les relations particulières : "C'est un type qui n'a pas la même mentalité que nous, il n'est pas de la même région que mes parents qui viennent de Pozdanie. C'est un Galicien, ce sont les plus arriérés qu'il peut y avoir en Pologne". D'autres revendiquent une intégration bien comprise. Maladroitement interrogé sur ses origines géographiques polonaises, Joseph répond avec humour : "[Je suis] Polonais du Chambon-Feugerolles... c'est vrai, je réponds toujours ça quand on me demande". Cette histoire complexe n'est pas occultée pour les nouveaux habitants qui la retraduisent souvent dans les entretiens comme une des richesses de leur territoire.

Inscrite dans un territoire cohérent, la cité des Combes est aujourd'hui aux marges des espaces communaux de La Ricamarie et du Chambon-Feugerolles. A partir des mécanismes bien connus de discrimination entre le "même" et "l'autre", des habitants, dont les âges, les parcours et les identités sociales sont différents, partagent dans cette cité une sorte de refuge³¹. Le fait que la cité des Combes ne bénéficie pas d'une très bonne image - car longtemps coincée derrière les installations de Pigeot dans un environnement où les nuisances en termes de poussières, de bruits et d'odeurs étaient nombreuses, peuplée en majorité de Polonais - n'est pas un obstacle à cette construction d'un nouvel "entre soi", tout aussi complexe que celui qui prévalait au temps de la production.

TASE, un quartier d'ancrage pour personnes en quête de repères

M. Desouza est arrivé du Portugal à 19 ans, en 1963, pour entrer comme ouvrier posté à la filature 4. Il n'a pas adopté la TASE sans difficulté, démissionnant peu après son embauche à l'usine suite à une altercation avec un contremaître, avant

de revenir quelques mois plus tard : "Ici, il y avait un logement pour 25 francs par mois, avec l'eau et l'électricité. Alors je suis *revenu à la maison*" dit-il. M. Zaoui a quitté l'Algérie à 22 ans, pour chercher, lui aussi, du travail en France. Après un passage à Marseille, il rejoint l'une de ses sœurs à Décines, trouve du travail quelques semaines dans une entreprise de textile de Villeurbanne. Puis, en 1967, il entre comme ouvrier à la TASE. "J'ai eu un logement au bout d'un mois. Je ne suis venu ici que pour une question de logement, parce qu'à Villeurbanne, le boulot était moins fatigant", remarque-t-il. Il s'est marié et a élevé ses huit enfants dans la Grande cité. Si la fermeture de la TASE ne lui a pas coûté son emploi (il travaille toujours pour Rhône-Poulenc), il a le sentiment qu'elle a figé sa situation sociale : "Si l'usine était restée à tourner, on serait mieux que maintenant. Parce qu'on ne peut plus progresser dans notre travail ; avec la fermeture, vous êtes obligé de rester comme vous êtes". De fait, ce *statu quo* professionnel trouve aussi une traduction sur le plan résidentiel, et M. Zaoui exprime, dans des propos ambigus, son envie en même temps que son impossibilité de partir. A la fois "attaché au quartier" parce que ses enfants y sont nés, il souhaiterait aussi accéder à la propriété et "ne pas toujours rester ici". Mais, depuis que son fils a acheté un bar dans la cité, son projet de départ semble plus hypothétique. Partir, comme le signe espéré d'une ascension sociale, mais rester, non pas comme un échec, mais plutôt parce que la vie - entendons la vie depuis l'arrivée en France - est là toute entière, c'est aussi ce qu'exprime Mme Ali. Elle avait environ 25 ans lorsqu'en 1974, elle est venue rejoindre son mari embauché à la TASE depuis 1959. "Moi, je suis née en Algérie, mais mes enfants sont tous nés ici", dit-elle. Et puis un peu plus tard dans la conversation : "Les enfants aimeraient bien partir, mais moi, non, à moins de trouver quelque chose de mieux avec un loyer moins cher". Et puis, plus tard encore : "On a plein de souvenirs ici, des bons et des mauvais, ça fait partie de notre vie. Moi, depuis que je suis à Lyon, j'ai toujours habité ici. Et même si ça ne me ferait rien de partir, c'est ma vie qui est ici...". Histoires toutes singulières, mais qui se conjuguent à l'envi. Mme Da Silva, à l'âge de 16 ans, est venue dans la cité rejoindre en 1972 non un mari, mais un père, arrivé du Portugal quelques mois plus tôt. Depuis, elle y a rencontré son mari et tous deux se sont installés dans un logement de la Grande cité, où ils vivent avec leurs trois enfants. "C'est l'endroit que je connais depuis que je suis ici", dit-elle. "J'aimerais bien déménager juste pour avoir quelque chose à moi. C'est un rêve que j'ai, mais ce n'est pas possible. Mais dire de déménager d'ici pour aller vivre à la ville, non, je ne changerais pas non plus. Je suis habituée, ici". Pour beaucoup de ses habitants les plus anciens, la Grande cité serait avant tout un quartier d'ancrage après l'exil, quartier balisé des solides repères qu'ont pu

représenter un emploi et un toit quasiment transmissibles de génération en génération³². Dans ce quartier, le travail, au-delà même de son existence, reste un lien essentiel tout au moins pour ceux qui l'ont connu.

Même s'il n'est pas question de nier les difficultés de ces cités, notamment pour les jeunes générations, nous y relevons des manières d'être et de faire qui méritent mieux qu'une analyse en terme de pauvreté et de déviance. A l'instar de Philippe Genestier, nous y reconnaissons "ce qui assurerait la validité de la banlieue [à savoir] la capacité de ces espaces à laisser le social s'inventer".

LA "BANLIEUE", OU L'OUBLI DE L'INDUSTRIE

Un regard attentif porté sur chacune des deux cités ricamandoise et vaudaise indique qu'elles ne font l'objet, ni l'une ni l'autre, de processus de *gentryfication* : on y trouve globalement les mêmes catégories sociales après leur vente (contrairement à d'autres quartiers ouvriers anciens). Ceci dit, malgré leurs histoires parallèles (et leur même distance euclidienne au centre), plusieurs points les séparent, qui semblent faire que l'une, la cité TASE, se trouve aux prises avec son "entrée en banlieue" alors que l'autre, la cité des Combes, ne l'envisage même pas.

Sans doute les logements individuels des Combes laissent-ils la possibilité à leurs habitants d'une identification au modèle pavillonnaire, plutôt valorisé dans la société française, tandis que l'estampille "HLM" de la cité TASE rapproche celle-ci des grands ensembles stigmatisés. Mais surtout, l'entreprise textile a toujours considéré le logement de son personnel comme seul "accessoire au contrat de travail". A l'inverse, les entreprises minières ont élevé le logement de leur personnel au titre de véritable activité, en garantissant des droits jusqu'aux ayants droit de leurs salariés. De ce fait, elles ont perpétué un lien symbolique puissant entre les habitants de leurs cités et la mine, au-delà même de l'exploitation de celle-ci. Enfin, la revente des cités TASE a été encadrée par une volonté d'acteurs publics (et privés) beaucoup plus prégnante qu'à la cité des Combes, du fait des enjeux fonciers présents sur ce territoire situé en première couronne de l'agglomération lyonnaise. La banalisation - voire la normalisation - induite par cette implication extérieure a probablement limité les stratégies individuelles d'appropriation, observées par contre à la cité des Combes. La mémoire ouvrière, et la mémoire industrielle, seraient donc plus fortement mobilisées là où leur négation a été la plus violente, et/ou la plus violemment imposée³³. Avec la transformation du statut du logement se profile la menace d'une nouvelle mort de l'espace

32 - C. Bidou-Zachariassen, étudiant la transformation du centre ancien d'Amiens, rappelle que "les trajectoires individuelles s'élaborent dans leur inscription territoriale, qui est aussi sociale" (BIDOU-ZACHARIASSEN C., 1997, p. 113).

33 - Prenons-en pour preuve la publication de l'ouvrage collectif dirigé par Jean Zimmermann, quelque vingt ans après la fermeture de l'usine.

34 - Sur ce point, cf. DUCHENE F., 1999, p. 352 ou ADDA S., DUCREUX M., 1980.

35 - GARNIER J.-P., 1995, p. 22.

de travail, menace à venir dans le cas des Combes alors qu'elle est largement en marche à TASE.

La mise en relief de ces différences, s'agissant de la transformation des statuts et des usages de logements patronaux, montre que l'étude approfondie de micro-territoires révèle bien vite la pauvreté du terme de "banlieue" et son pouvoir stigmatisant, dans l'acception globalisante que relayent largement les moyens d'information.

L'analyse de ces deux quartiers ouvriers a permis ainsi de mettre l'accent sur les phénomènes de désindustrialisation, qui apparaissent largement occultés dans les discours sur la "banlieue". A une période de mobilisation, en particulier des municipalités communistes (les plus touchées par ce phénomène) pour dénoncer les stratégies de redéploiement mondial des industriels français³⁴, a succédé l'invention puis la pratique de la Politique de la ville. Et constatons que la *doxa* scientifique qui étaye cette dernière, en faisant glisser la "question sociale" vers la seule "question urbaine", a évacué à bon compte ces phénomènes de désindustrialisation, leurs causes et leurs conséquences. A travers leurs discours, leurs pratiques et leurs représentations, les habitants de la cité des Combes, comme ceux de la cité TASE, rappellent ce que le monde du travail, dans les rapports de domination et d'exploitation qu'il impose, a encore de structurant dans les quartiers périphériques des grandes villes. Mais, face au paradigme de la société post-industrielle, tout se passe comme s'il était impertinent de rappeler que les habitants d'un quartier "continuent d'appartenir à une catégorie sociale, et qu'ils ont des conditions concrètes d'existence"³⁵.

Bibliographie

ADDA S. et DUCREUX M., 1980, Entreprises en difficultés et défense d'un tissu urbain : les cas des établissements Cazeneuve et Gibbs à Saint-Denis, De l'usine on peut voir la vi(II)e, in DUCLOS (dir.), *Actes du colloque "les travailleurs et les effets de la production sur les milieux et les modes de vie"*, Paris 9-10 mai 1980, p. 320-329.

BIDOU-ZACHARIASEN C., 1997, La prise en compte de "l'effet de territoire" dans l'analyse des quartiers urbains, *Revue française de sociologie*, XXXVIII, p. 97-117.

BONETTI M., 1994, *Habiter : le bricolage imaginaire de l'espace*, Marseille, Hommes et Perspectives, 227 p.

CARLIOZ P., 1983, *Les conséquences urbanistiques du départ de Rhône-Poulenc Textile à Vaulx-en-Velin et Vaise - Etude comparée*, Thèse

de 3^e cycle en aménagement urbain, Dir. L. Chabert, Université Lyon 2, 186 p.

CHALAS Y., 1999, *L'invention de la ville. L'imaginaire social dans ses rapports avec les pratiques d'habiter et l'urbanisme*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Institut d'Urbanisme de Grenoble, 302 p.

CHASSINE M.-G., 1990, *Le partenariat original des familles pauvres dans la rénovation d'une Cité - Exemple de la réhabilitation des Grandes Cités TASE à Vaulx-en-Velin dans les années 1980-1988*, Mémoire de DESS, dir. C. Harzo, Institut d'Etudes Sociales de Lyon, 161 p.

CHAUT C., 1996, Un "nouveau" acteur paradoxal en région stéphanoise : les Houillères de bassin du Centre et du Midi, *Revue de géographie de Lyon*, Vol. 71/3, p. 209-215.

CHAUT-MOREL JOURNAL C., 1999, *De la construction du bassin aux enjeux de la mémoire minière : les territoires du charbon en région stéphanoise (XIX^e-XX^e s.)*, Thèse de doctorat de géographie, Dir. A. Vant, Université Jean Monnet de Saint-Etienne, 936 p.

DUCHENE F., 1999, *Territoires de la chimie - Rhône-Poulenc et la construction de l'agglomération roussillonnaise*, Thèse de doctorat de géographie, Dir. A. Vant, Université Jean Monnet de St-Etienne, 686 p.

GARNIER J.-P., 1995, La politique de la ville ou la ville politisée, *Metropolis*, n°103, p. 19-28.

GENESTIER P., 1994a, Mode de vie normal et normalisation de l'espace. Les références et les postulats de la politique de la ville, *Espaces et sociétés*, n°73, p. 31-49.

GENESTIER P., 1994b, La banlieue au risque de la métropolisation, *Le Débat*, n°80, mai-août, p. 192-217.

KOROSEC-SERFATY P., 1991, La ville et ses restes, in GERMAIN A. (dir.), *L'aménagement urbain. Promesses et défis*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 233-267.

MATHEZ D., 1996, *La permanence de la mémoire d'une cité ouvrière, aide ou obstacle à son intégration sociale ? La grande cité TASE à Vaulx-en-Velin*, Mémoire de TFE pour l'obtention du diplôme d'ITPE, Dir. F. Duchêne, ENTPE, 95 p + annexes.

QUERRIEN A. et LASSAVE P., 1994, Devenir propriétaires, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°65, p. 2.

ROLHION F., 1995, *La cité de la soie - Mode de production ou mode d'habiter ? Evolution d'une cité ouvrière sur 70 ans*, Mémoire de Maîtrise d'études urbaines, Dir. F. Scherrer, Université Lyon 2, 139 p.

SANSOT P., 1991, *Les gens de peu*, Paris, PUF, coll. Sociologies d'aujourd'hui, 223 p.

VANIER M., 1997, *De l'industrie au territoire*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Lyon 2, 225 p. ronéotypées.

ZIMMERMANN J. (dir.), 1999, *La viscose à Vaulx-en-Velin, 1924-1980 - Raconté par les anciens travailleurs de la TASE et les habitants du quartier*, Ed. Bellier.

Adresse des auteurs :

François DUCHENE
Laboratoire RIVES
ENTPE - rue M. Audin
69120 VAULX EN VELIN
tel: (33) 04.72.04.70.59
fax: (33) 04 72.04.70.88
mail : duchene@entpe.fr

Christelle MOREL JOURNEL
Laboratoire RIVES
ENTPE - rue M. Audin
69120 VAULX EN VELIN
tel : 04 72 04 77 57
E-mail : moreljournel@entpe.fr